

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL DU FLN FIXÉE AU 22 ET 23 OCTOBRE PROCHAIN

Ould-Abbès met fin aux spéculations

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Djamel Ould-Abbès, met fin aux spéculations et fixe officiellement la date de la tenue de la réunion du comité central : ce sera les 22 et 23 octobre prochain. Autrement dit, il s'agira d'une réunion ordinaire puisqu'elle interviendra dans les délais statutaires prévus par l'article 34, le comité central se réunissant une fois par an et ce, depuis le dernier congrès de juin 2015.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ould-Abbès a annoncé sa décision aux membres du bureau politique, réunis avant-hier mardi, au siège du parti à Hydra. Cela étant, cette session du comité central interviendra à la veille du lancement officiel de la campagne électorale pour les élections locales prévues, apprenons-nous de source sûre, pour fin novembre ou début décembre 2017.

Ces élections ont, justement, constitué l'essentiel de l'ordre du jour de la réunion du bureau politique de ce mardi, la deuxième en moins d'une semaine consacrées à la préparation de ce même rendez-vous électoral. «Le bureau politique a réaffirmé l'importance des prochaines élections, communales et de wilaya et qui constituent la base même du développement durable du pays dans les domaines économique, social et culturel», lit-on, du reste, dans un communiqué du bureau politique. Et comme nous l'annoncions dans nos précédentes éditions, le parti majoritaire a mis en place un long programme étalé sur toute la période estivale.

Le SG du parti présidera pas moins d'une dizaine de rencontres régionales avec les élus locaux, entre les mois de juillet et août, notamment à Alger, Oran, Constantine, Annaba, Batna, Tizi-Ouzou, Sétif, Béchar, Ouargla, etc. En parallèle, les membres du bureau politique ont été chargés, chacun, de superviser les assemblées générales de renouvellement des bureaux des kasmass et des mouhafadhas ainsi que les assemblées générales qui seront consa-

crées à la confection des listes de candidatures pour les élections communales et de wilaya et ce, à raison de deux à trois wilayas pour chaque membre.

La direction du FLN s'est fixé comme objectif de tout finaliser avant le 31 août prochain, surtout concernant les listes de candidatures aux APC et APW. Tout cela au plan interne, au parti. Au plan poli-

tique, le parti que préside Abdelaziz Bouteflika depuis le 8^e congrès bis de 2005 et qui tient la majorité au Parlement, au gouvernement et au niveau des assemblées locales, a tenu à renouveler son appui au «gouvernement, sous la conduite du militant, le Premier ministre Abdelmadjid Tebboune que nous félicitons encore une fois pour la confiance placée en lui par le président de la République, président du parti du Front de libération nationale, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika».

C'est donc tout naturellement que le FLN soutienne le gouvernement Tebboune et son plan d'action, lui qui ne compte pas moins de douze ministres dont le premier d'entre eux.

K. A.



Djamel Ould-Abbès, SG du FLN.

Photo : Samir Sid

COUP D'ENVOI AUJOURD'HUI DE LA SESSION SPÉCIALE DU BAC

Les retardataires seront-ils à l'heure ?

La session spéciale du baccalauréat commence aujourd'hui et concernera 104 036 candidats. Le Conseil des lycées d'Algérie a décidé de boycotter cette session, et les autres syndicats prévoient un taux d'absentéisme qui dépasserait les 80%. Le gouvernement aura-t-il raison de surprendre en décidant de cette deuxième session ?

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les retardataires seront-ils à l'heure cette fois? Les épreuves de la session spéciale du bac commencent aujourd'hui à 9h pour les six filières.

La ministre de l'Éducation n'a pas prévu un coup d'envoi officiel. Demain, vendredi, est un jour de repos et les épreuves reprendront samedi pour se terminer mardi, 18 juillet. 104 036 candidats devront prendre part à ces épreuves dont 10 082 candidats scolarisés et 93 954 candidats libres.

Les Directions de l'éducation ont mis des moyens de transport à la disposition des candidats qui sont dispatchés à travers 299 centres d'examen répartis sur le territoire national.

Les candidats issus des filières littéraires et

langues étrangères composeront ce matin, avec l'épreuve des mathématiques et les autres filières scientifiques, mathématiques et techniques plancheront sur l'épreuve de la langue arabe.

Le calendrier des examens a été allégé et compte deux épreuves par jour pour ces candidats contre trois épreuves lors de la session de juin dernier. Ainsi, après la session de juin qui a démarré sous le spectre de la triche et de la fraude, cette session démarre dans la hantise d'un taux élevé d'absentéisme.

Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest, est catégorique. Selon lui, le taux des absents dépasserait les 80 000. Le CLA, qui a décidé de ne pas prendre part à cette session «qui relève du volet politique», prévoit le même pourcentage. Ces syndicats expliquent que la majorité des absents de la première session sont des candidats libres et ces derniers seront également absents lors de cette session.

Au départ, le gouvernement a prévu une session spéciale pour les retardataires uniquement. Cependant, le ministère de l'Éducation, qui ne pouvait pas comptabiliser leur nombre, ni les identifier, a décidé d'inclure tous les absents.

Le syndicat du Cnapest revendique une session de rattrapage en septembre prochain pour

donner aussi une chance aux recalés du bac du mois de juin. Selon les syndicats, cette deuxième session est «une injustice» envers les candidats «sérieux» ayant passé leurs épreuves en juin dernier.

Une porte qui ouvrirait une brèche, selon eux, à d'autres dérives dans l'avenir comme le retour à la fameuse mesure du seuil des révisions. D'ailleurs, selon eux, le taux de réussite sera en baisse cette année et une deuxième session ne changera rien à la donne.

Les candidats du bac de juin dernier sont aussi pénalisés en raison du report de la proclamation des résultats jusqu'à la fin de ce mois. Or, initialement, les résultats devaient être proclamés cette semaine. Le ministère de l'Éducation a prévu, pour cette session, les mêmes mesures réglementaires et sécuritaires appliquées lors de la session précédente.

Pourtant, la précédente session a été entachée par la publication de tous les sujets d'examen sur les réseaux sociaux, après le début des épreuves de quelques minutes. Ce qui a contraint le département de Nouria Benghabrit de recourir au blocage d'accès à internet. Cette session spéciale réservera-t-elle également son lot de surprises ?

S. A.

CONGRÈS MONDIAL DE L'ÉNERGIE

Mustapha Guitouni présente la politique énergétique algérienne

Le ministre de l'Énergie, M. Mustapha Guitouni, a exposé, mercredi à Istanbul, les principaux éléments de la politique énergétique de l'Algérie lors du 22^e Congrès mondial de l'Énergie.

Lors d'une session dédiée à l'Algérie, le ministre a présenté une communication intitulée «Pour un partenariat renforcé dans le secteur algérien de l'énergie».

A ce propos, il a insisté sur l'option stratégique prise par le gouvernement de renforcer le partenariat et sur la nécessité de rechercher une meilleure rentabilité par une utilisation optimale des technologies et une meilleure valorisation des ressources algériennes, indique le ministère dans un communiqué.

Il a ainsi rappelé à l'assistance le vaste domaine minier avec de larges ressources d'hydrocarbures, mais relativement encore peu exploré, dont dispose l'Algérie ainsi que la volonté du gouvernement d'œuvrer «pour rendre le cadre d'inves-

tissement plus attractif, avec l'objectif d'augmenter les réserves du pays et de soutenir la croissance des capacités de production du pays sur les court et moyen termes».

Cela contribuera, a ajouté M. Guitouni, à renforcer la croissance économique de l'Algérie, à satisfaire la demande énergétique interne en croissance soutenue et à maintenir le rôle du pays sur la scène énergétique internationale, en particulier en matière de commercialisation de gaz naturel.

Concernant les quatre objectifs de la politique énergétique dans son volet hydrocarbures, le ministre a affirmé qu'il s'agissait, en premier lieu, d'intensifier davantage l'effort d'exploration dans les bassins matures ainsi que dans les bassins

faiblement explorés. «La disponibilité des capacités de traitement et de transport non utilisées incitent à la recherche de découvertes proches qui, même de taille modeste, pourraient rapidement contribuer au relèvement des profils de production», a-t-il avancé.

Pour ce qui est du deuxième objectif, il s'agit d'améliorer la récupération au niveau des gisements déjà en exploitation, a-t-il détaillé : «Un objectif d'autant plus prioritaire que beaucoup de gisements sont exploités depuis environ un demi-siècle».

Selon lui, ceci devrait faire bénéficier le pays des améliorations technologiques dans tous les domaines, et notamment des outils d'intégration de données et de modes de récupération adaptés.

Le ministre a aussi cité les objectifs d'augmentation des capacités de raffinage et de stockage des produits pétroliers pour satisfai-

re la demande croissante en carburants, et de développement de l'industrie nationale de la pétrochimie pour la valorisation locale des ressources gazières et des produits issus du raffinage.

Par ailleurs, M. Guitouni a souligné que le partenariat, dans l'amont pétrolier et gazier, dans l'aval, et dans le domaine des services et de la construction, «est déterminant pour la réalisation de ces objectifs».

A cet effet, il a renouvelé l'invitation faite pour les investisseurs et industriels à venir en Algérie découvrir les opportunités qui s'offrent à eux :

«Nous sommes prêts et disposés à sceller des relations de partenariat équilibrés et bénéfiques pour tous, dans une approche gagnant-gagnant».

Sur un autre plan, le ministre a rappelé à l'assistance l'engagement de l'Algérie en vue de conti-

nuer à jouer un rôle actif pour aboutir à des accords entre les pays Opep et les pays-non Opep participants, afin de

rééquilibrer le marché et d'œuvrer pour un «dialogue positif et constructif» avec tous les pays.

Lors de cette session dédiée à l'Algérie, le P-dg de Sonatrach, M. Abdelmoumen Ould Kaddour, a aussi présenté les opportunités concrètes d'investissements et de partenariat en Algérie, notamment dans l'exploration-production et dans l'aval.

Pour rappel, en marge des travaux de ce congrès mondial du pétrole, M. Guitouni a eu des entretiens avec le secrétaire général de l'Opep, Mohamed Barkindo, ainsi qu'avec les ministres turc et libanais chargés de l'énergie, le P-dg du groupe français Total, Patrick Pouyanné, et le Directeur général du Groupe BP, Bob Dudley.

APS